IBEST 2018

«L'ARGENT FAIT-IL LE BIEN-ÊTRE ?»

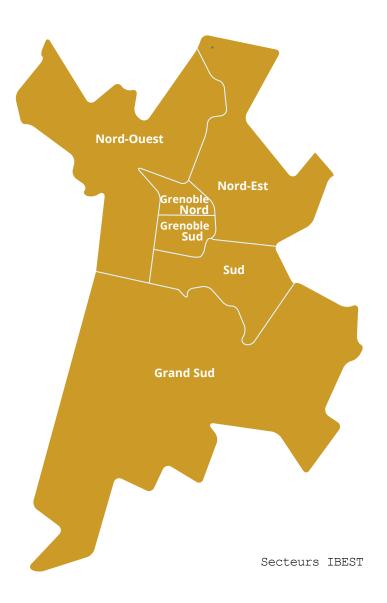


Nourrie d'une enquête et de débats, la démarche des « indicateurs de bien-être soutenable » a abouti à la définition collective de huit dimensions du bien-être soutenable.

Le bien-être soutenable correspond ici à la possibilité que les personnes ont de « se réaliser » (les opportunités qui leur sont offertes), c'est-à-dire trouver le juste équilibre entre aspirations et capacités à agir, en individuel comme en collectif.

La présente fiche vise à apprécier les écarts – et les similitudes – de réalisation des individus au sein de ces huit dimensions selon l'aisance financière des ménages exprimée lors de l'enquête.

Se sentir en bonne santé, tirer de la satisfaction de sa vie sociale, de son travail, son logement, son quartier, se ressourcer dans un espace naturel ou un parc, pratiquer une activité associative, se sentir en phase avec l'articulation des temps de sa vie quotidienne... Autant d'indicateurs qui tentent de mesurer le niveau de bien-être des individus et des populations. L'objectif de cette fiche est donc d'apprécier les niveaux de réalisation au sein des dimensions du bien-être de la population métropolitaine selon leur aisance financière.



SOMMAIRE

L'ARGENT CONTRIBUE AU BIEN-ÊTRE

Restrictions, santé, sentiment de contrôle sur sa vie : des difficultés accrues 4

Un rapport à l'environnement différencié selon la vulnérabilité financière des individus : moindre fréquentation de la nature et éco-gestes moins affirmés 6

De fortes inégalités de réalisation dans le travail : plus de temps partiel subi, une moindre satisfaction des conditions de travail et de sa rémunération 7

L'ARGENT NE FAIT PAS SEUL LE BIEN-ÊTRE 8

Les métropolitain es expriment une satisfaction générale de leur quartier de vie et de ses commodités 8

Une égale satisfaction des relations avec les proches et une fréquence similaire de retrouvailles 8

L'importante désarticulation des temps et des rythmes de vie concerne l'ensemble des profils 10

POUR ALLER PLUS LOIN 11

TOUS LES CONTENUS IBEST 12

Source de la fiche : enquête IBEST 2018.

Exploitation et rédaction par LUcas Jouny, Agence d'urbanisme de la région grenobloise. Mise en forme par Philippine Lavoillotte, GAM. Graphiques Samuel Victor, AURG. Couverture : Cled'12, Forum International pour le bien-vivre, juin 2018.

L'équipe IBEST comprend GEM (chaire Territoires en transition et chaire Paix économique), Grenoble-Alpes Métropole, le Centre de recherche en économie de Grenoble (UGA), l'Agence d'urbanisme de la région grenobloise, la Ville et le CCAS de Grenoble.











EN RÉSUMÉ

L'enquête IBEST le confirme : la fragilité économique entraine des conséquences sur la capacité des personnes à se réaliser dans des dimensions du bien-être dépendantes des conditions matérielles (ex : restrictions budgétaires et renoncements) mais aussi immatérielles comme la santé ou le sentiment de contrôle sur sa propre vie. Ainsi, le manque d'argent est un facteur de mal-être multidimensionnel, pas uniquement sur le registre des privations puisque les personnes en difficulté financière sont davantage stressées que la moyenne, moins satisfaites de leurs conditions d'emploi et de rémunération, se restreignent davantage sur les soins, les loisirs, etc. De même, l'accès aux pratiques alimentaires considérées comme soutenables, les contacts avec la nature hors de la ville ou les pratiques récréatives de montagne sont plus contraints.

Toutefois, le couplage argent et bien-être s'estompe nettement pour les dimensions sociétales, liées aux rapports sociaux et au cadre de vie. Ainsi les personnes en difficulté financière peuvent tout autant compter sur l'aide de leur entourage, aider elles-mêmes dans les mêmes proportions que les autres ou encore avoir tout autant accès et recours aux services publics. Sur ce registre de la "réalisation sociale", l'argent ne fait pas le bien-être!

LES PERSONNES INTERROGÉES

répartition par structure familiale



note de lecture : parmi les des personnes interrogées, 28 % vivent en couple sans enfant.

répartition par âge

15%	18%	23% 235 à 49 an	23%	21%
<u>→</u>	25	ω	5	65
Ψ	4.5	01	O à	•
24	84	4	9	ans
<u>ਨ</u>	ਹ	9	4	
SU	S	ans	ar	약
	-	SI	25	+

répartition par professions et catégories socio-professionnelles

Retraités 24%	Emp	loyés %	Autres inatifs 15%	Artisans, commerçants chefs d'entreprise 3%
Professions intermédia 17%			et professions ctuelles supérieures	Ouvriers 3%

répartition par sexe



Un tiers des ménages métropolitains en fragilité économique

Une personne enquêtée sur trois estime être en difficulté financière, soit par la contractualisation de dettes, soit parce que ses fins de mois sont «justes» ou «difficiles». Cet indicateur permet une acception plus large de la précarité que le seul taux de pauvreté. Pour autant, une personne en difficulté financière sur trois est pauvre monétairement au sens du taux de pauvreté européen, contre seulement une personne «à l'aise financièrement» sur vingt.

Restrictions, santé, sentiment de contrôle sur sa vie : des difficultés accrues

93 % des personnes en difficulté financière se restreignent sur au moins un poste budgétaire, contre 44 % des personnes qui ne sont pas en difficulté. Les personnes en difficulté financière subissent davantage de restriction parmi leurs postes budgétaires, en particulier l'habillement et les loisirs (voir graphique ci-dessous). Elles déclarent davantage avoir froid l'hiver dans leur logement (15 % contre 4 % des aisées) et avoir chaud l'été (44 % contre 37 %). Par ailleurs, elles sontplus souvent bénéficiaires d'une aide sociale : 37 % contre 23 % en moyenne.

Domaines de restrictions financière et appréciation de l'aisance économique du ménage

Vous êtes **Difficultés** à l'aise financières Ca va Soin Alimentaire ----0000 0000 00000 Véture ----lacksquare0000 0000 Vacances \bullet \bullet \bullet \bullet

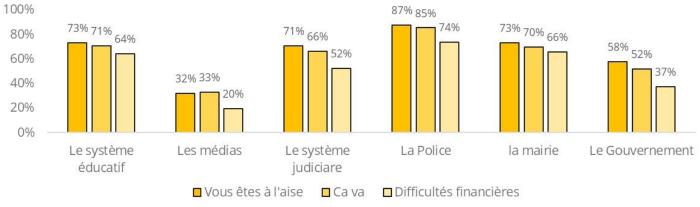
Une santé moins bonne, un stress plus élevé et une moindre sensation de contrôle sur sa vie et de confiance envers autrui: un tiers des personnes en difficulté financière déclarent un sentiment de ne pas avoir le contrôle de leur propre vie, et une personne sur cinq se déclare insatisfaite de la vie qu'elle mène au moment de l'enquête. Ces proportions sont deux fois plus importantes que la moyenne observée dans l'échantillon des personnes interrogées. De même, des différences s'observent dans les niveaux de confiance exprimés envers autrui: alors que 61 % des personnes en situation d'aisance financière affirment avoir plutôt confiance en autrui, cette proportion est respectivement

de 50 % et de 40 % pour les groupes déclarant « ça va financièrement » et « en difficulté financière ».

Globalement, les personnes en difficulté financière font plus souvent parti du groupe des « prudentes », qui rassemblent des personnes plutôt investies (ex: participation une action collective dans l'objectif de résoudre un problème du quartier), mais déplorant une sensation de manque de contrôle sur leur propre vie. De plus, une gradation linéaire s'observe dans le degré de confiance adressé aux institutions, en fonction de l'aisance financière. Les écarts relatifs de confiance les plus importants s'observent à propos du gouvernement, du système judiciaire, et des médias.

note de lecture : 8 personnes en difficulté financière sur 10 se restreignent sur les vacances, contre 2 personnes à l'aise financièrement sur 10

Part des personnes enquêtées déclarant avoir confiance ou plutôt confiance dans les institutions listées note de lecture : parmi les des personnes interrogées et se déclarant en difficulté finanière, 52 % disent avoir confiance ou plutôt confiance dans le système judiciaire.



Plusieurs indicateurs témoignent que l'état de santé des personnes est fonction de leur aisance financière. Si 30 % des répondantes sont suivies médicalement, toutes conditions économiques confondues, le fait que les personnes en difficultés financières renoncent aux soins plus fréquemment que les autres (23 % contre 7%), laisse supposer que leur état de santé est moins bon que la movenne.

Cette hypothèse est étayée par deux autres indicateurs. L'auto-estimation de l'état de santé est corrélée aux niveaux de revenus puisque 30 % des personnes ayant des difficultés financières déclarent un état de santé seulement correct ou mauvais, contre 12 % des plus aisés. Leur niveau de stress déclaré est aussi plus élevé :

une personne en difficulté sur six considère sa vie très stressante, contre moins d'une personne sur dix dont la situation financière est estimée correcte, et d'une personne sur vingt en situation d'aisance financière. Il faut nuancer cette observation qui peut être biaisée par le degré d'acceptabilité d'une situation stressante selon les personnes. Nous pouvons émettre l'hypothèse qu'une personne en difficulté financière serait potentiellement davantage soumise aux situations stressantes que les autres, et aurait ainsi tendance à éprouver et déclarer moins de stress que ne le ferait une personne non précaire confrontée à une situation similaire.



stressante ?»

note de lecture : 2 personnes en difficulté finanière sur 10 trouvent leur vie très stressante.

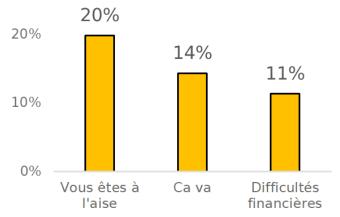
financières stressante $\bullet \bullet \bullet \bullet \bullet$ 0000 0000 0000 stressante Assez 0000 0000 stressante 0000 0000 Pas du tout stressante --lacksquare0000 0000

Un rapport à l'environnement différencié selon la vulnérabilité financière des individus : moindre fréquentation de la nature et écogestes moins affirmés

En moyenne, deux enquêté·es IBEST sur trois sont considéré·es comme des « intermittent·es de l'écologie » à travers les indicateurs liés à l'environnement. Ces individus recourent parfois à la grande distribution, consomment parfois de l'agriculture locale, ou bio, et trient majoritairement leurs déchets. Un·e enquêté·e IBEST sur cinq est considéré au travers d'IBEST comme « éloigné·e de l'écologie ». Ce profil n'est pas lié à l'empreinte carbone globale des individus (non calculable par IBEST) mais il rassemble des personnes qui consomment des produits majoritairement issus de la grande distribution, peu d'aliments bio et qui trient très peu leurs déchets. Une personne en difficulté financière sur trois se trouve dans ce groupe des « éloigné·es de l'écologie ».

Proportion des éco-acteurs et éco-actrices selon l'aisance financière

30%



note de lecture : parmi les personnes qui se déclarent en difficulté financières, 11 % font partie du groupe des «éco-actrices» au sens d'IBEST.

A l'opposé, les «éco-acteurs·trices» regroupent des individus qui achètent beaucoup au marché, consomment des produits locaux et très souvent biologiques. On constate que les personnes en situation de précarité financière sont sous-représentées parmi les « éco-acteurs·trices » - voir « pour aller plus loin » en fin de fiche.

Ces écarts relèvent principalement des **pratiques de** consommation alimentaire. De fait, les personnes en difficulté financière consomment davantage des denrées achetées en grande distribution et moins souvent issues de l'agriculture biologique, issues du commerce local ou du marché. Toutefois, elles trient leurs déchets dans une proportion similaire: 60 % les trient « toujours » et 22 % « parfois », contre respectivement 72 % et 18 % des personnes à l'aise financièrement. La moitié d'entre elles utilisent tout autant les mobilités décarbonées dans leurs trajets quotidiens, soit autant que les individus plus à l'aise financièrement. On peut d'ailleurs souligner que si 25 % des personnes en difficultés financières utilisent avant tout un véhicule motorisé individuel pour se déplacer, cette mobilité quotidienne motorisée concerne 30 % des personnes à l'aise financièrement.

Au-delà des « éco-gestes », une inégalité de proximité et de rapport à l'environnement s'observe entre les profils : ainsi, les personnes en difficultés financières bénéficient moins souvent un jardin privatif (25 % d'entre elles contre 43 % des personnes à l'aise financièrement) mais se rendent davantage dans les jardins et parcs publics. 20 % d'entre elles ne se rendent jamais dans la nature hors de la ville (contre 6 % des personnes aisées).Leur rapport à la montagne indique qu'ils s'y rendent moins que les autres pour des pratiques récréatives ou sportives, soit une marque supplémentaire d'empêchement pour raison financière.

Enfin, les personnes en difficulté financière déclarent tout autant que les autres la qualité de l'air ainsi que la réduction de la pollution de l'eau et des sols comme besoins prioritaires pour améliorer leur cadre de vie. Associée au tri, cette similitude confirme que les différences entre situations financières relèvent moins de la considération environnementale que des freins financiers.

De fortes inégalités de réalisation dans le travail : plus de temps partiel subi, une moindre satisfaction des conditions de travail et de sa rémunération

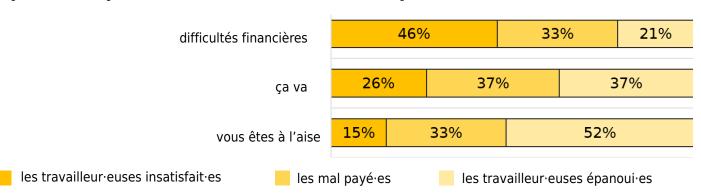
Premièrement, les personnes en situation de vulnérabilité financière sont plus nombreuses en proportion à exprimer une **insatisfaction vis-à-vis de leur emploi** (20 % contre 3 % des personnes à l'aise) et de leurs conditions de travail (25 % contre 6 %). **Deuxièmement, un tiers d'entre elles considèrent être moins payées que ce qu'elles méritent,** contre un sixième des répondants qui considèrent que leurs conditions économiques « vont à peu près » et un dixième des personnes en aisance financière.

Ces différences ne s'expliquent pas en fonction des professions et catégories socio-professionnelles : en effet, à profil d'emploi similaire, comme les cadres ou les professions intermédiaires, les personnes qui se déclarent en difficulté financière se réalisent également moins dans le travail que leurs homologues aux conditions économiques plus favorables. Au-delà de la catégorie professionnelle, on observe donc bien un effet lié au revenu.

Par ailleurs, si elles sont autant à temps partiel que les autres (23 % des actifs), les personnes en difficulté financière déclarent plus souvent ne pas avoir choisi ce temps partiel : c'est le cas d'une personne concernée sur trois, contre une personne en aisance financière à temps partiel sur six.

L'enquête IBEST distingue trois profils de réalisation au sein de la dimension travail-emploi, à savoir les insatisfaits, les mal payés et les épanouis. Les travailleurs insatisfaits sont surreprésentés parmi les personnes ayant des difficultés financières. Le groupe des « mal payés » rassemble des personnes qui considèrent ne pas gagner suffisamment compte tenu de leurs efforts et de leurs compétences (92 % du profil) mais qui sont néanmoins satisfaites de leur travail et de ses conditions (95 %), ce qui n'est pas le cas des personnes en difficultés financières, particulièrement insatisfaites (46 %). Ainsi un e enquêté e sur trois fait parti du groupe des « mal payé es » quelle que soit l'aisance financière.

Répartition du panel IBEST dans la dimension travail-emploi



note de lecture : parmi les personnes en difficulté financière, 46 % font partie du groupe des travailleur euses insatisfait es. DES INDICATEURS DE COHÉSION SOCIALE OUI NE VARIENT PAS EN FONCTION DE L $^\prime$ AISANCE FINANCIÈRE

Les métropolitain es expriment une satisfaction générale de leur quartier de vie et de ses commodités

80 % des habitants de la métropole grenobloise expriment leur satisfaction envers leur quartier et de leur ville de résidence. Les différences observées selon l'aisance financière ne sont statistiquement pas significatives. Ainsi dans la métropole, **8 personnes sur 10 jugent leur quartier accessible,** une proportion stable, quelle que soit leur situation financière. Cette proportion s'observe également à propos du calme ressenti dans le quartier, de son accessibilité ou encore du sentiment de sécurité. Par ailleurs, les besoins prioritaires exprimés par les habitants pour améliorer la qualité de vie dans leur quartier sont similaires entre les populations étudiées et concernent quatre registres : les transports en commun, la sécurité et la tranquillité publique, la propreté et les commerces.

Les personnes qui se déclarent en difficulté financière ne souffrent pas davantage dans l'accès aux commodités essentielles. Cet indicateur de l'enquête prend en compte les 7 commodités essentielles de la vie quotidienne: l'accès plus ou moins facile aux professionnels de santé, à un bureau de poste, à un espace vert, aux transports en commun, à une banque, à une épicerie, ou encore à une école. Globalement, plus d'une personne sur deux déclare un accès facile à l'ensemble des commodités depuis son logement. Seules une sur dix mentionnent un accès difficile à au moins trois des sept commodités identifiées.

Néanmoins, les personnes se déclarant en difficulté financière soulèvent plus fréquemment que les autres un besoin de davantage de sécurité et tranquillité publique (38 % d'entre elles, contre 25 % des autres), et de propreté (26 % d'entre eux, contre 16 % de ceux qui se déclarent en aisance financière). Cette légère surreprésentation peut toutefois être liée à une corrélation identifiée entre le secteur d'habitation et les besoins prioritaires exprimés : ainsi 46 % des interrogés vivant dans le sud de Grenoble expriment un besoin de sécurité pour améliorer leur cadre de vie, or les personnes déclarant des difficultés financières sont en proportion légèrement plus nombreuses à vivre dans le sud de Grenoble que la moyenne. A l'inverse aucune différence n'est observée concernant le besoin de transport en commun ou de commerces, un indicateur qui va dans le sens d'un accès et d'un recours à l'offre similaire entre des individus aux fins de mois différenciées.

Part des enquêté es satisfait es de leur cadre de vie

	Vous êtes à l'aise	Ça va	Difficultés financières
Logement	9,9 /10	9,5 /10	8,8 /10
Quartier	9,2 /10	8,6 /10	8,1 /10
Ville	8,9 /10	8,3 /10	8,1 /10

note de lecture : 95 % des personnes pour qui « ça va » financièrement sont satisfaites de leur logement, contre 88 % des personnes en difficultés financières

Une égale satisfaction des relations avec les proches et une fréquence similaire de retrouvailles

L'ensemble de ces indicateurs témoigne que les métropolitains en situation de précarité financière ne semblent pas davantage exclus socialement, et se réalisent autant que les personnes plus aisées au sein des dimensions du bien-être liées à la vie sociale. 90 % des personnes exprimant des difficultés financières s'estiment satisfaites de leurs relations avec leurs proches, une proportion similaire à celle exprimée par des groupes plus aisés financièrement. De même, la fréquence de rencontre avec leur entourage est proche de la fréquence moyenne des enquêtés. De plus, 9 personnes sur 10 déclarent pouvoir compter sur quelqu'un de son entourage en cas de difficultés, une proportion similaire toute situation financière exprimée.

Enfin, la proportion de personnes impliquées au sein d'une association sportive ou culturelle est relativement homogène, quel que soit le degré d'aisance financière. Les pratiques d'aides et de recours à une aide de la part de ses proches concernent dans des proportions similaires les personnes en difficultés financière et les autres.

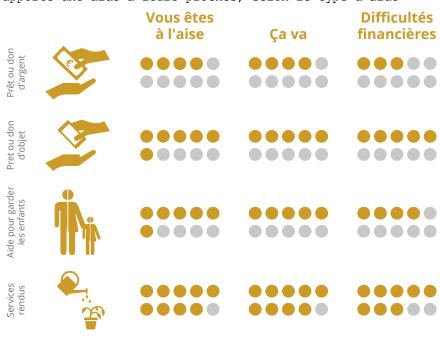
Globalement, les deux groupes « à l'aise » et « ça va financièrement » sont proches dans leurs pratiques d'aides immatérielles (garder les enfants, services rendus) tandis que le recours aux pratiques d'aides matérielles (argent, objet) rapproche davantage le groupe « ça va financièrement » de celui composé de personnes en difficultés financières. Toutefois, malgré une situation financière plus difficile, un tiers des

Part des enquêté es selon l'aisance financière qui rencontrent leurs proches au moins une fois par semaine, selon le type de proches

		Vous êtes à l'aise	Ça va	Difficultés financières
famille		•••••	••••	••••
cercle amical		•••••	••••	••••
voisinage	†	••••	••••	••••
collègues		•••••	•••••	•••••

note de lecture : 50 % des personnes du panel fréquentent leur cercle amical au moins une fois par semaine, quelle que soit leur aisance financière.

Part des enquêté es selon l'aisance financière qui ont apporté une aide à leurs proches, selon le type d'aide



note de lecture : 80 % des personnes en difficulté financière ont aidé un∙e proche en lui rendant un service, contre 90 % des personnes pour qui « ça va » financièrement.

concerné·es ont prêté ou donné de l'argent au cours de l'année, soit une proportion proche de la moyenne métropolitaine.

Quelques différences **de recours à une aide** de leur entourage s'observent : 4 personnes en difficultés financières sur 10 ont eu recours à trois ou quatre aides différentes, contre 6 personnes se déclarant en aisance financière.

La nature de l'aide est similaire, avec une majorité de recours à un service de la part d'un proche (deux personnes sur trois) mais les personnes se déclarant en difficulté financière sont légèrement plus nombreuses à avoir eu recours à une aide monétaire (25 % contre 17 % des deux autres groupes).

L'importante désarticulation des temps et des rythmes de vie concerne l'ensemble des profils

Le temps et les rythmes de vie constituent une des dimensions les plus structurantes du bien-être soutenable. Cette dimension du bien-être est celle dans laquelle les metropolitan·es se considèrent le moins bien réalisés, en exprimant très majoritairement le souhait d'accorder davantage de temps à leur famille et à leurs loisirs. Le graphique ci-dessous indique une similarité des souhaits de réarticulation des temps entre les enquêtés, quelle que soit leur situation financière. Les personnes en difficultés financières fréquentent aussi souvent leur famille que les autres (voir graphique plus haut), mais sont plus nombreuses à exprimer le souhait d'y accorder plus de temps : 71 % contre 61 % en moyenne.

Néanmoins, les inégalités économiques qui distinguent les trois groupes étudiés peuvent biaiser la lecture de ces réponses. En effet, alors que les personnes en difficulté déclarent davantage d'insatisfaction professionnelle, elles n'expriment pas davantage le souhait d'accorder moins de temps au travail (la moitié d'entre elles, comme dans l'ensemble de l'échantillon). Cette observation peut traduire un indice supplémentaire de précarité économique d'une partie d'entre elle : l'aisance financière permet d'envisager de consacrer moins de temps au travail, un souhait qui peut ainsi être sous représenté parmi les personnes déjà financièrement vulnérables. De même, si elles sont légèrement plus nombreuses à souhaiter accorder moins de temps aux loisirs (6 % contre 3 % des personnes aisées), cette différence peut là aussi traduire un besoin monétaire de travailler davantage : un actif à temps partiel sur trois qui se déclare en difficulté financière n'a pas choisi ce temps partiel, contre un actif aisé financièrement sur six.

Ainsi, la similarité des réalisations des trois groupes étudiés au sein de la dimension « temps et rythme de vie » est potentiellement affectée par les situations économiques distinctes.

Part des enquêté es selon l'aisance financière qui expriment le souhait de consacrer davantage de temps à (3 options possibles):

possibles):	Vous êtes à l'aise	Ça va	Difficultés financières
Votre travail		•••••	•••••
Votre famille		••••	•••••
Vos		••••	••••

note de lecture : 60 % des métropolitains et métropolitaines voudraient consacrer davantage de temps à des loisirs, quelle que soit l'aisance financière du ménage.

POUR ALLER PLUS LOIN

Approcher la vulnérabilité économique

Avec 14% de la population rencontrée estimée sous le seuil de pauvreté, et 4 actifs en emploi sur 10 qui sont employés ou ouvriers, l'échantillon de l'enquête IBEST est socialement représentatif de la population métropolitaine.

Plusieurs variables de l'enquête permettent de qualifier économiquement la situation des enquêtés. L'indicateur retenu pour l'écriture de cette fiche est celui de la situation financière déclarée : « actuellement, diriez-vous qu'au sein de votre foyer, financièrement… ». Reflet des situations en populations générales, les familles monoparentales et les couples avec enfant(s) se déclarent plus souvent en difficultés financières que les personnes vivant seules ou les couples sans enfant.

De même, les plus diplômés affichent moins de difficultés économiques, alors que près d'une personne peu ou pas diplômée sur deux est en difficulté financière. De même, un ouvrier sur deux se déclare en difficulté contre un cadre sur cinq. Par ailleurs les retraités et les étudiants ne semblent pas davantage en difficulté que les autres. Enfin, le découpage du territoire métropolitain en six secteurs indique qu'en proportion les habitants du secteur Grenoble Sud – qui accueille 3 des 4 quartiers « Politique de la Ville » de la commune de Grenoble – sont davantage en difficulté financière. A l'inverse, les habitants du secteur Nord-Est se déclarent plus aisés que la moyenne métropolitaine.

A propos de l'éco-responsabilité - extrait du point éthique de la démarche dans la fiche «méthodologie générale d'IBEST»

La question des éco-comportements a été privilégiée pour la dimension environnement d'IBEST eu égard aux enjeux des politiques publiques locales liées aux efforts individuels en matière environnementale. Les travaux de Rebecca Shankland et Béatrice Lamboy en psychologie positive montrent que les pratiques écoresponsables sont susceptibles de participer au bien-être personnel (2011). Cette approche par les écocomportements amène l'analyse d'IBEST à qualifier des comportements individuels avec plusieurs écueils : en se limitant aux comportements demandés par le seul questionnaire, avec une entrée normative, en considérant d'emblée comme positifs certains comportements jugés écoresponsables, avec le risque de biais cognitifs chez les personnes derrière IBEST, etc. Nombre d'écocomportements ne sont pas interrogés ou creusés par IBEST, comme les options retenues pour les loisirs, les vacances, ou le réemploi d'objets par exemple.

De manière générale, le questionnaire manque de questions relatives aux motivations et valeurs individuelles (par exemple, «l'écologie est-elle importante pour vous? Quelles sont vos motivations de choix de comportement, quand ce choix est possible?») Le questionnaire, administré par téléphone, compte toutefois déjà 70 questions pour 30 à 45 minutes par entretien, sans compter le temps d'exploitation statistique et d'analyse collective.

TOUS LES CONTENUS IBEST

les profils par dimension du bien-être

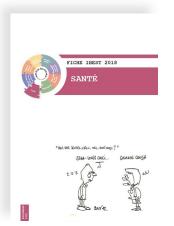








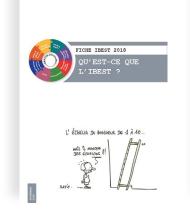








les fiches méthodologiques





tous les contenus IBEST sont disponibles sur le site de l'Obs'Y : https://www.obsy.fr

